

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Ne rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe ~~interne~~ ~~professionnel~~ ou examen professionnel <sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Rayer les mentions inutiles

..... Concours commun ..... C

Pour l'emploi de : ..... PERSONNEL DE CATEGORIE C .....

Épreuve n° : 2

**Merci à anonyme3  
pour l'autorisation de partager  
sa copie sur le site  
devenez-fonctionnaire.Fr**

Matière : ..... CAS PRATIQUES .....

Date : 05/10/2021

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codées à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20  
18,00

# I - FONDS Nourriture

## 1. NOTION D'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS L'ÉCONOMIE

L'intervention de l'État dans l'économie désigne l'utilisation, par ce dernier, de la politique budgétaire comme instrument de politique économique et sociale. Par exemple, en période de crise, l'État admet une hausse des dépenses publiques, même non financée par les ressources courantes afin de soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs ainsi que la demande s'adressant aux entreprises.

## 2. LES MISSIONS ET LES COMPÉTENCES DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Le ministère de l'économie, des finances et de la relance a pour mission générale de conseiller, préparer et exécuter la politique définie par le gouvernement dans différents domaines (économie, répression des fraudes, artisanat, ...).

Il est compétent, entre autres, pour :

- la politique de croissance et de compétitivité de l'économie française,
- la législation fiscale.
- la réglementation, l'analyse et le contrôle de la commande publique.
- la politique monétaire et financière (national, européen et international)
- le soutien aux nouvelles technologies.
- la propriété intellectuelle et la lutte contre la contrefaçon.
- le soutien des activités touristiques.

Il possède également des priorités en matière de lutte contre la fraude :

- la fraude fiscale « de l'erreur de déclaration des revenus à l'évasion fiscale »

- la fraude douanière = renforcement des contrôles portant sur les flux croissants du e-commerce.
- la fraude aux cotisations sociales = développement d'outils de croisement des données, amélioration des techniques de détection de fraudes

### 3. Plan de relance économique "France Relance"

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance a présenté, le 3 septembre 2020, "le plan" "France Relance" au Conseil des ministres. Ce plan contient une enveloppe de 100 milliards d'euros sur deux ans afin de retrouver un niveau d'activité semblable à la période d'avant crise. L'objectif, à long terme, est de "préparer la France à l'horizon 2030".

L'enveloppe globale est répartie ainsi :

- 30 milliards d'euros pour la transition écologique : (renovation énergétique des bâtiments publics et privés, développement des nouvelles technologies vertes)
- 34 milliards d'euros pour la compétitivité et l'innovation (baisses de la fiscalité des entreprises, soutien du développement des marchés comme le numérique et la santé).
- 36 milliards d'euros pour la cohésion sociale et territoriale (soutien du pouvoir d'achat des plus précaires, inclusion numérique, redynamisation des commerces en centre-ville)

### 4. La mission de soutien aux entreprises

La crise Covid-19 a permis, entre autres, de mettre en évidence la mission de soutien aux entreprises confiée à la Direction générale des Finances Publiques. En effet, la mise en place du fonds de solidarité et le déploiement des prêts garantis par l'État ont permis aux



c) Part représentative des dépenses de consommation finale en 2020

Dépenses de consommation finale = 1699,3 milliards d'euros

PIB = 2148,8 milliards d'euros

La part est donc de  $\frac{1699,3}{2148,8} \approx 79,08\%$  du PIB.

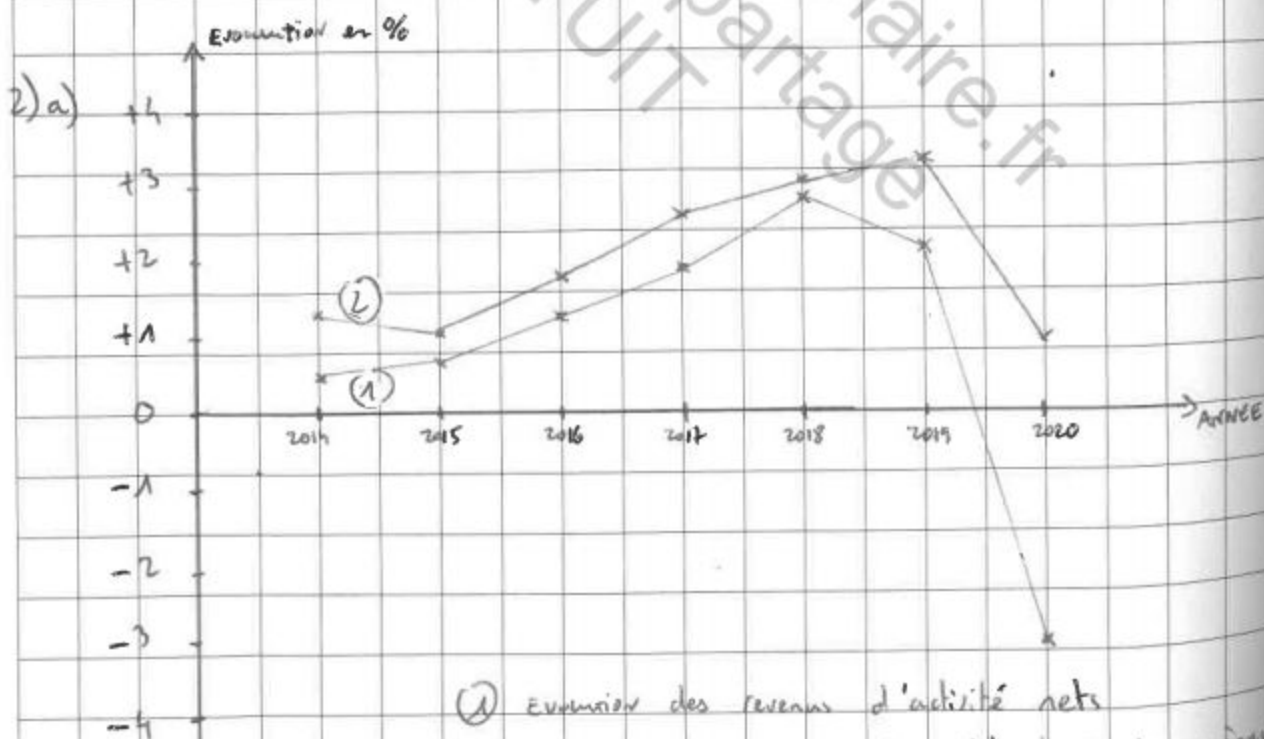
d) Evolution des biens et services importés entre 2010 et 2020

En 2010 = 581,4 milliards d'euros

En 2020 = 701,4 milliards d'euros

$$\frac{701,4 - 581,4}{581,4} \approx 20,64\%$$

L'évolution est de +20,64 % par rapport à 2010.



(1) Evolution des revenus d'activité nets

(2) Evolution du revenu disponible brut des ménages

b) les revenus d'activité nets et le revenu disponible brut des ménages a brutalement baissé en 2020 du fait de la crise covid-19. On s'aperçoit qu'avant la pandémie, les évolutions étaient croissantes.

3) a) On observe un pic d'épargne des ménages au second trimestre 2020 (27,1%). Le premier confinement (fermeture des commerces) instauré en mars 2020 a stoppé la consommation des ménages. L'achat en magasin, loisirs, restaurant, etc) entraînant un placement des revenus non dépensés.

b) Principaux placements financiers.

Fin 2019 = 129,7 milliards d'euros

Fin 2020 = 205,2 " "

$$\frac{205,2 - 129,7}{129,7} = 58,21\%$$

$$205,2 - 129,7 = 75,5$$

Les principaux placements financiers ont augmenté de 75,5 milliards d'euros (soit +58,21%) entre fin 2019 et fin 2020.

c) DEPOTS BANCAIRES ET MONÉTAIRES DÉTENUS.

T3 2020 = 692,8 + 1091,0 = 1783,8 milliards d'euros

T4 2020 = 705,8 + 1105,8 = 1811,6 milliards d'euros.

$$\frac{1811,6 - 1783,8}{1783,8} = 1,56\%$$

L'évolution au 4<sup>e</sup> trimestre 2020 est de + 2% par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre.

### III - Réaction

La France a connu une crise sans précédent au printemps 2020. L'état a su y faire face en soutenant l'économie par la mise en place de dispositions nécessaires. Il est important de rappeler les actions mises en oeuvre pour accompagner et dynamiser l'activité.

Les annonces gouvernementales ont marqué un arrêt brutal de l'économie suite à la fermeture des commerces, aux restrictions de circulation et des échanges à l'international. Alors que l'économie était dans une dynamique positive (croissance d'activités nets et revenu disponible brut des ménages en progression jusqu'en 2019), l'état a su, face à la crise, soutenir ses entreprises pour qu'elles puissent sauver cette dynamique. Il était important de limiter les faillites et fermetures d'entreprises car ces entreprises forment l'essence de l'économie. Ainsi l'état a mis en place le fonds de solidarité et les prêts garantis par l'état (PGE) accessibles à presque toutes les entreprises touchées directement (commerces fermés, commerces internationaux, ...) ou indirectement (hôtels, secteur touristique, ...). Le chômage partiel a également permis aux salariés d'avoir des revenus mais a également permis aux employeurs d'éviter les licenciements suite à ces pertes d'activités.

La France grâce à son modèle économique a su tenir bon. Au sortir de la crise, elle n'a pas hésité à orchestrer le plan "France Relance" doté d'une enveloppe de 100 milliards d'euros sur deux ans ciblée sur la transition écologique, la compétitivité et la cohésion sociale et territoriale. L'économie va également être relancée par les français eux-mêmes, qui n'ont jamais autant épargné entre fin 2019 et fin 2020 (+58% de placements financiers).

## ÉPREUVE N°2

(pour les épreuves à option,  
indiquer le sujet traité)

INTERCALAIRE N°1

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À la sortie d'une crise, l'économie ne peut  
que se redresser voire dépasser les indicateurs d'avant-  
crise (en = les Trente Glorieuses). C'est dans  
la difficulté qu'on se surpasse. L'État a su  
maintenir le bateau français à flot tout  
en motivant ses citoyens en vue de la  
sortie de crise et ainsi poser les bases d'un  
nouveau modèle de société.